



La Commune



À la veille du 12 septembre : À bas la loi El Khomri - À bas les ordonnances - À bas Macron et tous ses plans

Le 12 septembre approche. Chacun sait que cette journée ne fera pas céder le gouvernement. Mais, pour de nombreux salariés, jeunes et syndicalistes, elle n'est pas sans enjeu. Beaucoup y seront sur la base d'une aspiration simple : que les syndicats soient nos outils de défense et de revendication, qu'ils réaffirment l'exigence d'abrogation de toute la loi El Khomri et le retrait de toutes les ordonnances. Que la CGT reste la CGT et que FO reste FO. Des syndicats libres et indépendants, de revendication et d'action collective.

Déclaration
Déclaration
Déclaration
Déclaration
Déclaration

Pour l'essentiel, le Comité confédéral national de FO s'est couché devant Mailly (voir en annexe, la déclaration du Comité exécutif confédéral du 04-09) en agitant bien sûr quelques couteaux sans lames (« nous voterons contre les ordonnances dans les instances paritaires » ... « il y aura des recours juridiques ») pour tenter de calmer la fronde des bases de FO. Lesquelles se saisissent du « 12 » sans réserves ni illusions sur sa portée immédiate, mais pour riposter aux coups de force successifs de Mailly et de son bureau confédéral qui, ils en ont conscience, trahissent FO.

De la même manière, nombreuses seront les bases de la CGT qui interviendront pour que leur confédération disent nettement et clairement : abrogation de la loi El Khomri - retrait des ordonnances.

Ce qui se passe dans les syndicats est le reflet de l'antagonisme fondamental qui sépare salariés-jeunes-chômeurs et capitalistes-banquiers-spéculateurs et les oppose pied à pied. D'un côté, le syndicalisme des « réformateurs » et du « moindre pire » et de l'autre, les syndicalistes libres de revendications et de défense sans concession de tous les acquis.

À ce stade, la question n'est plus de « faire reculer le gouvernement » mais de préparer activement la grève générale pour le chasser car, comme chacun le sait, les 5 ordonnances « travail » ne sont qu'un hors d'œuvre de la véritable contre-révolution sociale en marche dans tous les domaines de la vie sociale et de la vie quotidienne. La Sécu est déjà sur le grill. La SNCF et le régime de retraite des cheminots sont pris directement pour cibles, tout comme les APL, l'assurance chômage. Et, ce, venant d'un gouvernement et d'une assemblée nationale qui n'ont aucune légitimité.

Ceux qui, à l'instar du très « radical » front social veulent faire passer l'idée que nous allons vivre « 5 ans de lutte », pourraient y réfléchir à deux fois. Idem pour ces grands « stratèges » qui parlent de « lutter dans la durée ». Lutter pour lutter, en somme, en chantant « ne lâchons rien ». Faire des blocages pour « l'ambiance » ou « la propagande par le fait » dans la dispersion et l'improvisation sans esprit de suite.

C'est au contraire tous ensemble que nous pourrons frapper vite et fort et en finir avec les plans de Macron, avec la liquidation des acquis, pour les salaires et pour l'emploi, pour la santé et les retraites, pour en finir avec le travail précaires et les licenciements.

**Comité national de la Commune,
09 septembre 2017**

~~~~~

## Annexe

- *Certains militants considèrent que cette déclaration a désavoué Mailly pour la bonne et simple raison que la CE confédérale n'a pas donné son aval aux ordonnances. Mais, en la lisant bien, on s'aperçoit qu'elle commence par valider le « travail » réalisé, non par la confédération, mais par la petite clique de Mailly, en liaison avec Lardy, attaché au ministère Pénicaud. Le reste n'est que deux ou trois coups d'épée dans l'eau. Mailly n'avait pourtant aucun mandat pour participer à l'élaboration de ces ordonnances et à leur ajustement temporaire. La C.E. de FO, contre toute la tradition de FO, se soumet aux ordonnances, sur l'air de « ni partisan, ni complaisant ». Comme disait un certain Pierre Lambert, il y a « la paille des mots et le grain des choses » : l'histoire retiendra que le bureau confédéral FO a facilité le lancement des ordonnances.*

**Déclaration de la Commission exécutive confédérale du 4 septembre 2017**

**lundi 4 septembre 2017**

**FO HEBDO**  
la Force de l'information

**David Gunther**, militant chez l'équipementier automobile GM&S, s'est totalement engagé dans la mobilisation contre la liquidation de son usine. **P. 8**

**RENTRE SCOLAIRE : DES CONDITIONS "EXPLOSIVES ET EXECRABLES" P. 4**

**FONCTION PUBLIQUE : LES FONCTIONNAIRES SONT DANS L'EXPECTATIVE P. 5**

**FO HEBDO**  
n° 1000  
Du 11 au 17 septembre 2017  
10 pages  
1000 exemplaires

## FO ni partisan ni complaisant envers les ordonnances



**EVENEMENT P. 2-3**

**SCANNER**  
La consultation a commencé. Analyse détaillée des 30 mesures prioritaires par le gouvernement plus dense.

**POSITIF**  
Le renforcement du rôle de la branche et la délégation du dialogue social constituent des avancées.

**NÉGATIF**  
Mais de nombreuses dispositions constituent des reculs contre lesquels des recours juridiques sont envisagés.

« Les ordonnances sur le Code du travail ont été rendues publiques par le gouvernement.

La commission exécutive **souligne le travail réalisé par la confédération depuis trois mois en application du réformisme militant qui se traduit par l'obtention de certaines garanties et le blocage de nombreuses dispositions.**

A contrario , nombre d'éléments constituent aujourd'hui une régression sociale et sont en tant que tels inacceptables, **ce qui explique notamment que dans les consultations officielles et obligatoires qui seront organisées, FO votera contre, et ce d'autant qu'à la lecture des textes d'autres éléments négatifs apparaissent.**

Par ailleurs la commission exécutive considère qu'il faut d'ores et déjà examiner les possibilités de recours juridiques et estime qu'il est important que les confédérations syndicales puissent échanger rapidement entre elles sur la situation.

Elle demande au Bureau Confédéral d'examiner toute initiative permettant de développer les positions FO.

**adoptée : 28 pour ; 5 contre.**

Modifié le samedi 09 septembre 2017

## Voir aussi dans la catégorie Déclarations

### COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... >>

### DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! >>



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale >>

### NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

# DECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



---

# COMMUNIQU

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



---

# COMMUNIQU

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

